

Le défi d'une Europe plus compétitive

MARCHÉ UNIQUE Le président du Conseil européen invite les chefs d'État et de gouvernement de l'UE à une «retraite informelle», le 12 février. Mario Draghi et Enrico Letta seront présents. Ils espèrent ne pas prêcher dans le désert. Car il y a des barrières et des lenteurs à surmonter

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

La commanderie d'Alden Biesen, à un peu plus d'une heure de voiture de Bruxelles, est un monastère château de l'ordre Teutonique, siège de la grande commanderie des Vieux-Joncs, désormais transformé en centre international de conférences. C'est dans ce décor inspirant que les dirigeants des pays de l'UE se retrouveront le 12 février autour d'un thème qui l'est peut-être un peu moins, du moins pour certains: le renforcement du marché unique. Avec deux invités de marque: Mario Draghi et Enrico Letta, tous deux dans le rôle du Père Fouettard.

Dans sa lettre d'invitation, Antonio Costa, le président du Conseil européen, parle d'«impératif stratégique urgent» et insiste: il veut donner le «même élan politique au domaine de la compétitivité» qu'à la défense, thème de la retraite informelle de l'an dernier. «Le marché unique [qui assure la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, ndlr] peut constituer un puissant moteur de simplification tant pour les citoyens que pour les entreprises. Nous devons en faire davantage pour réduire effectivement les obstacles nationaux et pour rendre le cadre réglementaire plus propice à l'investissement, à l'innovation et à la croissance des entreprises, à tous les niveaux, y compris européen», souligne le Portugais.

«L'accélération des travaux sur une union de l'épargne et des investissements afin de mieux canaliser l'épargne vers des investissements productifs en Europe constituera aussi un élément essentiel de cet effort»,

ajoute Antonio Costa. Il relève que de nombreuses entreprises européennes actives dans des secteurs clés comme le numérique, les télécommunications, les marchés financiers et l'énergie n'ont pas l'ampleur nécessaire pour atteindre les niveaux d'investissement et d'innovation indispensables sur le marché mondial. «L'Union européenne a à juste titre fait progresser son programme de diversification commerciale, en dernier lieu avec la puissance économique qu'est l'Inde. Mais notre ouverture ne doit pas être confondue avec de la faiblesse. L'Europe doit accélérer son ambitieux programme commercial et, en parallèle, protéger ses entreprises contre la concurrence déloyale en assurant une protection ciblée dans des secteurs stratégiques», avertit-il.

C'est bien l'enjeu de la réunion: définir le positionnement de l'UE dans un monde où la concurrence économique et les déséquilibres commerciaux s'accroissent. Mais pour y parvenir l'Europe doit surmonter ses barrières internes, ce qui ne sera pas une mince affaire.

«Soumis aux priorités des autres»

Dans sa lettre, Antonio Costa se garde bien de citer les pressions chinoises ou les menaces de Donald Trump qui brandit les surtaxes comme une arme politique. Mais Mario Draghi se montre très explicite. Dans un discours prononcé le 2 février à Louvain, l'ancien patron de la Banque centrale européenne et ex-premier ministre italien, auteur d'un rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne qui a marqué les esprits, a une nouvelle fois exhorté l'Europe, «prise en tenaille entre les États-Unis et la Chine», à surmonter ses «vieilles divisions» pour devenir une «véritable puissance».

«Nous devons donc décider: voulons-nous rester un simple grand marché, soumis aux priorités des autres? Ou voulons-nous prendre les mesures nécessaires pour devenir une puissance?» a-t-il souligné, en plaidant



«Une Europe incapable de défendre ses intérêts ne pourra pas préserver longtemps ses valeurs»

MARIO DRAGHI, ANCIEN PATRON DE LA BCE

pour une fédération européenne en matière de défense, de politique étrangère et de fiscalité. Et d'assurer, en recevant le titre de docteur honoris causa de l'Université KU Leuven (Louvain), qu'individuellement, la plupart des États européens ne sont même pas des puissances moyennes.

«Sans une politique industrielle ambitieuse, efficace et pragmatique, l'économie européenne est condamnée à n'être qu'un terrain de jeu pour ses concurrents. Les risques sont imminents: mise en péril de nos industries phares et de notre savoir-faire, réduction de notre empreinte industrielle mondiale. En un mot, nous risquons de laisser notre continent dégénérer progressivement en une simple chaîne de montage pour puissances extérieures», avertit de son côté Stéphane Séjourné, vice-président de la Commission européenne, le 1er février, dans une tribune publiée dans plusieurs journaux européens et cosignée par 1141 patrons d'entreprises et représentants de fédérations.

Il plébiscite le «made in Europe», qui, en passant, affectera forcément la Suisse. «C'est un acte d'indépendance économique. C'est la mise en œuvre directe du rapport Draghi. C'est un appel à une préférence claire et assumée pour tous ceux qui choisissent l'Europe», conclut Stéphane Séjourné.

Instauration d'un «28e régime»?

Pour Mario Draghi, «une Europe incapable de défendre ses intérêts ne pourra pas préserver longtemps ses valeurs.» Il déplore la lenteur de l'UE à se réformer, malgré la série de paquets «omnibus» lancés par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, initiative pour assouplir certaines réglementations. Ses recommandations ne sont pour l'heure pas vraiment appliquées. Il a d'ailleurs revu ses calculs à la hausse: il faudra désormais davantage que les 800 milliards d'euros d'investissements évoqués en 2024.

Les murs à Alden Biesen tremblent-ils le 12 février? La Commission propose notamment l'instauration d'un «28e régime». Une proposition qui s'inspire du rapport de 2024, d'Enrico Letta, ancien chef de gouvernement italien et actuel président de l'Institut Jacques Delors. Et qui devrait permettre à certaines entreprises de réduire les charges administratives en dehors des 27 régimes nationaux existants.

Le récent bilan annuel de la Commission européenne sur le marché unique et la compétitivité, publié le 30 janvier, confirme que les Vingt-Sept n'en font pas assez pour doper leur compétitivité. Et n'enjole pas les choses. Le rapport souligne notamment que des «barrières significatives persistent au sein du Marché unique, en particulier au niveau national». Et de conclure: «En raison de la pression externe et des barrières internes, la base industrielle européenne s'érode, entraînant une perte d'emplois dans le secteur manufacturier et la fermeture d'usines.» ■